



CDEN de l'Aude - Vendredi 17 février - Déclaration Commune

Nos organisations syndicales, la FSU, l'UNSA Education, la FNEC-FP-FO et le SNALC, ont décidé de ne pas siéger ce vendredi 16 février pour ce CDEN.

La carte scolaire des écoles du département est un sujet très attendu par nos collègues, mais aussi par les parents d'élèves, les élu·e·s et les citoyennes et les citoyens du département.

Monsieur le Secrétaire général, vous nous assurez de votre attachement au dialogue social. Mais une juxtaposition de monologues ne fait pas un dialogue.

Lors du CSA-SD qui s'est réuni il y a deux jours, mercredi 13 février, nous avons découvert votre projet de carte scolaire. Pendant plus de trois heures, nous avons fait des propositions, développé des arguments, analysé précisément les situations. Tout ça pour rien puisque malgré un vote unanime contre ce projet, vous voulez le représenter à l'identique aujourd'hui, comme s'il ne s'était rien dit lors de ce Conseil Social d'Administration Départemental.

Nous n'acceptons pas de voir expédier ainsi la carte scolaire en deux jours ! Nos collègues, les parents d'élèves, les élu·e·s doivent avoir le temps de se faire entendre. C'est pourquoi le projet de carte scolaire doit être communiqué bien à l'amont du CSA-SD afin que les organisations syndicales puissent exercer leur mandat : collecter les arguments école par école et mobiliser !

Enfin, nous dénonçons la volonté de marginaliser la parole des représentantes et des représentants du personnel, dont la légitimité vient des élections professionnelles, et qui constitue donc aussi un manque de considération pour les personnels de l'Éducation Nationale.

Alors que nos organisations syndicales se battent contre la réforme des retraites que le gouvernement veut imposer sans débat, au niveau académique et départemental, nous nous retrouvons aussi face à une tentative d'imposer une carte scolaire sans concertation.

La FSU, l'UNSA Education, la FNEC-FP-FO et le SNALC, réaffirment leur opposition à la loi de Transformation de la Fonction Publique qui, sous couvert de « modernisation » du dialogue social, ne fait que réduire les prérogatives des élus du personnel et ne respecte pas les agents du ministère de l'Éducation nationale.